



**Convention sur l'élimination  
de toutes les formes  
de discrimination à l'égard  
des femmes**

Distr. générale  
6 octobre 2006  
Français  
Original : anglais

---

**Comité pour l'élimination de la discrimination  
à l'égard des femmes**  
Groupe de travail présession  
Trente-septième session  
15 janvier-2 février 2007

**Réponses à la liste de questions suscitées  
par le rapport unique (valant deuxième  
et troisième rapports périodiques)**

**Azerbaïdjan**

**Réponses de l'Azerbaïdjan à la liste de questions  
suscitées par son rapport unique (valant deuxième  
et troisième rapports périodiques)**

1. Veuillez donner des informations plus détaillées sur le processus d'élaboration du rapport, en précisant quelles administrations y ont pris part, dans quelle mesure les organisations non gouvernementales ont été consultées et si le rapport a été approuvé par le Gouvernement et présenté au Parlement.

Ce processus a commencé le 17 janvier 2004 conformément aux instructions du Conseil des ministres. Le rapport a été élaboré par la Commission nationale des questions féminines (qui a été remplacée en février 2006 par la Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance). Des contributions indispensables ont été apportées à la demande du Conseil des ministres par d'autres organes, dont le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la santé, le Ministère de la jeunesse et des sports, le Ministère de la justice, le Ministère du travail et de la protection sociale, la Commission nationale de statistique, le Ministère du développement économique, le Ministère de l'éducation, l'Académie nationale des sciences et la Commission nationale des réfugiés et des personnes déplacées.

Des ONG nationales, en particulier l'association des femmes de l'industrie du pétrole et une association de recherche sur les questions féminines, l'Institut des femmes, ont aussi contribué activement à l'élaboration du rapport.

La procédure officielle d'élaboration des rapports nationaux périodiques ne prévoit pas que ceux-ci soient soumis au Parlement national.



**2. Veuillez apporter des précisions sur l'applicabilité de la Convention dans les tribunaux nationaux et mentionner toute affaire où la Convention aurait été invoquée.**

Conformément à l'article 148 de la Constitution de la République d'Azerbaïdjan adoptée en 1995, la législation azerbaïdjanaise comprend les textes normatifs suivants :

- La Constitution;
- Les textes adoptés par référendum;
- Les lois;
- Les décrets;
- Les résolutions du Conseil des ministres;
- Les textes normatifs adoptés par les organes exécutifs centraux;

Les traités internationaux auxquels l'Azerbaïdjan est partie sont également intégrés dans la législation azerbaïdjanaise.

Conformément à l'article 151 de la Constitution, en cas de conflit entre les textes normatifs qui font partie de la législation azerbaïdjanaise (à l'exclusion de la Constitution et des textes adoptés par référendum) et les traités internationaux auxquels l'Azerbaïdjan est partie, ce sont les dispositions de ces derniers qui l'emportent.

Conformément à la loi relative aux tribunaux et aux juges adoptée en 1997, les tribunaux azerbaïdjanais peuvent fonder leurs décisions sur les traités internationaux lorsqu'ils jugent au pénal ou au civil.

Toutefois, on ne dispose d'aucune information concernant des affaires précises où la Convention aurait été invoquée car le Ministère de la justice n'a pas de base de données qui permettrait de répertorier de telles affaires.

**3. Il est indiqué à la page 6 du rapport qu'une « définition de la discrimination fondée sur le sexe élaborée sur la base de l'article premier de la Convention a été incorporée dans un projet de loi relatif aux garanties données par l'État quant à l'égalité des droits et des chances pour les hommes et les femmes ».**

Le processus d'élaboration du projet de loi relatif à l'égalité des chances a commencé en octobre 2003 avec la tenue d'une réunion d'experts du Conseil de l'Europe, du Parlement, de la Commission nationale des questions féminines et d'organisations non gouvernementales. Le projet de loi a été soumis au Conseil de l'Europe pour expertise en décembre 2005 et a été renvoyé avec des amendements en mars 2006. Le Parlement national (Milli Mejlis) a procédé à la deuxième lecture du projet en mai 2006.

Conformément à son article premier, le projet de loi a pour objectif de garantir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes dans les domaines politique, économique, social, culturel et autres de la vie publique et d'éliminer toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe.

Le projet de loi définit également les principales orientations de la politique nationale, à savoir :

- Garantir l'égalité entre les hommes et les femmes, notamment en mettant en place le cadre législatif nécessaire, en analysant les textes normatifs existants sous l'angle de la parité et en élaborant et en mettant en œuvre des programmes nationaux pour promouvoir et diffuser une culture d'égalité entre les sexes;
- Promouvoir l'élimination de toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe, offrir des chances égales aux hommes et aux femmes et assurer une participation équilibrée des deux sexes à la gestion des affaires publiques et à la prise des décisions.

Le projet prévoit expressément l'obligation pour les employeurs de tenir dûment compte de l'équilibre hommes-femmes lorsqu'ils procèdent à de nouveaux recrutements ainsi que de prendre des mesures concrètes pour éliminer la discrimination fondée sur le sexe dans le cadre du travail; définit les responsabilités qui incombent à l'État de garantir l'égalité des chances pour ce qui est de l'exercice du droit à l'éducation et des droits économiques et sociaux; et traite des relations entre les sexes dans le cadre des activités des partis politiques, des organisations non gouvernementales et des syndicats.

L'article 4 dispose qu'il n'y a pas lieu de considérer comme discriminatoires :

- Les avantages, privilèges et garanties supplémentaires prévus par la législation azerbaïdjanaise;
- Le service militaire masculin;
- Le fait que l'âge du mariage et l'âge de la retraite sont différents pour les hommes et pour les femmes;
- La restriction du droit du mari de demander la dissolution du mariage conformément à l'article 15 du Code azerbaïdjanais de la famille (le mari ne peut pas demander la dissolution du mariage pendant la grossesse et dans l'année suivant la naissance d'un enfant);
- Les conditions différentes faites aux hommes et aux femmes dans les prisons;
- Les mesures spéciales visant à assurer l'égalité des sexes.

**4. Il est fait référence, à la page 10 du rapport, au Plan national d'action en faveur des femmes pour la période 2000-2005, qui est inspiré des stratégies du Programme d'action de Beijing et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Veuillez décrire les résultats concrets auxquels a abouti l'application du Plan et les résultats des mesures qui ont été prises pour donner suite aux observations finales formulées par le Comité dans le rapport sur les travaux de ses dix-huitième et dix-neuvième sessions (A/53/38/Rev.1). Veuillez donner des informations sur toute nouvelle stratégie qui aurait été mise en place dans ce domaine après 2005.**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national d'action en faveur des femmes pour la période 2000-2005, d'importantes mesures ont été prises pour prévenir la violence contre les femmes, lutter contre la traite des êtres humains, faire

participer davantage les femmes au processus décisionnel et les rendre plus autonomes.

Il a été particulièrement tenu compte des conclusions précédentes du Comité dans la politique nationale. Ainsi, les mesures suivantes ont été prises :

- **Une définition de la discrimination fondée sur le sexe** a été incluse dans le premier projet de loi sur l'égalité des chances dont le Parlement (Milli Mejlis) a achevé la deuxième lecture. Selon cette définition, on entend par discrimination fondée sur le sexe toute distinction, exclusion ou restriction opérée en fonction du sexe ainsi que les actes de harcèlement sexuel;
- Le Programme national pour la réduction de la pauvreté et le développement durable et la Stratégie nationale en matière d'emploi pour 2006-2015 approuvés par le décret présidentiel du 26 octobre 2005 envisagent un ensemble de mesures pour assurer l'**emploi des femmes**, par exemple en les encourageant à faire preuve d'esprit d'entreprise et en veillant à l'égalité des sexes dans le cadre du processus de création de petites entreprises. Dans un chapitre distinct de la Stratégie en matière d'emploi, on envisage de faire largement bénéficier les femmes de modalités de travail souples qui leur permettraient de mieux concilier les obligations familiales et professionnelles;
- Le Programme national en faveur de la jeunesse pour 2005-2009 approuvé par le décret présidentiel n° 982 du 30 août 2005 comprend un chapitre distinct sur l'aide de l'État aux jeunes familles qui prévoit notamment un ensemble de mesures pour mieux informer les jeunes en matière de **santé génésique et de planification familiale**;
- Un groupe de travail a été chargé de rédiger le texte de la première loi nationale sur la **violence familiale** dont il devrait présenter la version finale d'ici la fin de 2006. Le nouveau programme national pour la réduction de la pauvreté et le développement durable pour 2006-2015 prévoit également des mesures pour lutter contre la violence fondée sur le sexe et notamment l'élaboration d'un plan d'action pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes;
- L'Azerbaïdjan est partie à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux protocoles complémentaires à cette convention concernant le trafic illicite de migrants et la traite des personnes. Ces instruments constituent le fondement du Plan national d'action contre la traite des êtres humains et de la loi nationale relative à la lutte contre la **traite des personnes** adoptés respectivement en 2004 et en 2005. Un département de la lutte contre la traite des êtres humains a été créé au sein du Ministère de l'intérieur et un service d'assistance téléphonique a été mis en place avec l'aide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et des organisations non gouvernementales concernées; un refuge destiné à accueillir les victimes de la traite des personnes est presque achevé;
- Un autre groupe de travail, constitué de représentants d'organisations gouvernementales, non gouvernementales et internationales, a été chargé d'élaborer un plan national d'action pour l'égalité des sexes et les questions familiales. Le premier débat public sur le projet de plan national d'action a eu lieu le 22 septembre 2006.

**5. Le rapport ne dit pas clairement si le Médiateur pour les droits de l'homme est compétent en ce qui concerne la protection et la promotion des droits fondamentaux des femmes. Veuillez indiquer si ce mécanisme est aujourd'hui pleinement opérationnel et décrire ses activités en matière de protection et de promotion des droits fondamentaux des femmes.**

La loi constitutionnelle relative au Commissaire aux droits de l'homme (Ombudsman) de la République d'Azerbaïdjan que le Parlement a adoptée le 28 décembre 2001 définit les activités du Commissaire. Le poste de commissaire aux droits de l'homme a été créé dans le but d'assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrés par la Constitution azerbaïdjanaise et les instruments internationaux pertinents auxquels l'Azerbaïdjan est partie lorsque ces droits et libertés sont violés par des organes et des représentants des pouvoirs publics centraux et locaux de l'Azerbaïdjan.

En vertu du paragraphe 6 de l'article premier de la loi constitutionnelle relative au Commissaire aux droits de l'homme, celui-ci a le droit d'enquêter sur les plaintes concernant l'administration judiciaire, la perte de documents et les retards à statuer. Il fonde son action sur les principes de transparence, de légalité, de justice et d'impartialité. L'article 8.1 de la loi dispose que le Commissaire doit examiner les plaintes pour violation des droits de l'homme qui lui sont soumises par des citoyens azerbaïdjanais, des étrangers et des personnes apatrides ainsi que par des personnes morales.

Le Commissariat aux droits de l'homme contribue activement à la promotion et à la protection de l'égalité des sexes. La Commissaire a désigné un conseiller spécial sur l'égalité des sexes au sein du Commissariat et a lancé plusieurs débats sur la question. Le Commissariat a organisé une table ronde sur le projet de loi relatif à l'égalité des sexes et un atelier sur les élections et la dimension homme-femme à l'issue desquels il a fait des recommandations aux organes nationaux compétents et au Parlement. Il a notamment recommandé d'analyser la législation nationale sous l'angle de la parité, de créer un conseil de coordination des organisations gouvernementales et non gouvernementales qui traitent des questions d'égalité entre les sexes, de créer une commission parlementaire sur les questions féminines et de l'enfance, d'accroître le rôle des médias dans la prévention des mariages précoces et d'augmenter le nombre de femmes occupant des postes de direction dans les organes de l'État.

Au cours du premier semestre de 2006, la Commissaire aux droits de l'homme a reçu 1 401 recours et 1 203 plaintes de femmes concernant différentes questions telles que le droit au travail (214), la propriété (149), la protection sociale (58) et la santé (18) ainsi que l'inexécution de décisions de justice (45) et le non-paiement de pensions alimentaires (12).

Sur les 1 203 plaintes, 554 ont été jugées recevables et 649 ont été rejetées parce qu'elles n'entraient pas dans le cadre du mandat que la loi constitutionnelle a confié au Commissaire aux droits de l'homme. Sur les demandes jugées recevables, des violations de la loi n'ont été constatées que dans 171 cas, dont 157 ont été traités.

**6. Il est fait mention, à la page 9 du rapport, de 15 articles du Code pénal concernant exclusivement ou partiellement des infractions commises seulement par des femmes. Veuillez indiquer le contenu de ces articles.**

Le Code pénal azerbaïdjanais est entré en vigueur en 2000. Certains articles sont consacrés aux infractions commises par des femmes :

Afin de protéger les femmes enceintes ou ayant des enfants de moins de 8 ans, le Code pénal interdit que l'on impose à ces femmes des travaux d'intérêt général (art. 47) et que l'on restreigne leur liberté (art 53.5).

L'article 56.1.3 dispose que les femmes récidivistes ayant commis des infractions graves sont incarcérées dans des établissements pénitentiaires de haute sécurité.

L'article 57.2 interdit notamment qu'une femme qui avait moins de 18 ans au moment des faits soit condamnée à mort.

L'article 59 définit les circonstances atténuantes. Le fait qu'une femme était enceinte lorsqu'elle a commis une infraction est considéré comme un motif d'atténuation de la peine.

L'article 79 définit certaines conditions dans lesquelles les femmes enceintes ou qui ont des enfants en bas âge peuvent bénéficier d'un ajournement de peine.

L'article 85 définit les peines de prison applicables aux mineurs et l'article 85.5.1 prévoit l'incarcération des femmes mineures dans des établissements pénitentiaires à régime souple.

L'article 109 punit d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans la persécution de tout groupe ou organisation pour des raisons politiques, raciales, nationales, ethniques, culturelles ou religieuses, en raison de l'identité sexuelle ou pour d'autres motifs interdits par le droit international qui constituent une violation flagrante des droits des membres de ces groupes ou organisations en liaison avec d'autres crimes contre l'humanité.

L'article 139 punit la propagation délibérée de maladies vénériennes d'une amende de 300 à 500 unités monétaires nominales. La même infraction commise contre deux personnes ou plus ou contre des mineurs est passible d'une peine d'emprisonnement maximale de quatre ans.

L'article 140 punit la propagation délibérée de l'infection par le VIH d'une peine d'emprisonnement maximale de huit ans.

L'article 154 punit d'une amende de 100 à 500 unités monétaires nominales ou d'une peine de travaux d'intérêt général d'une durée maximale d'un an toute violation de l'égalité des citoyens portant atteinte à leurs droits et à leurs intérêts légitimes qui est motivée par la race, la nationalité, les opinions religieuses, la langue, le sexe, l'origine, la situation patrimoniale, le statut officiel, les convictions ou l'appartenance à un parti politique, à un syndicat ou à d'autres associations publiques.

### **Violence à l'égard des femmes**

**7. Veuillez donner des précisions sur les manifestations et l'ampleur de la violence à l'égard des femmes, notamment en ce qui concerne la violence familiale, en citant les chiffres disponibles et en indiquant l'évolution des tendances.**

La législation nationale prévoit des sanctions appropriées pour un certain nombre d'agissements et énonce des règles générales applicables dans ce domaine. Cependant, la prévention efficace de la violence familiale reste l'un des problèmes cruciaux figurant à l'ordre du jour du Gouvernement.

Conformément au décret présidentiel sur l'intensification de la lutte contre les atteintes à la moralité publique, le Ministère de l'intérieur a élaboré un plan d'action concret visant à renforcer la lutte contre la criminalité, l'exploitation sexuelle et la traite dont sont victimes les femmes.

Le Ministère de l'intérieur enregistre les infractions commises contre les femmes, y compris les violences familiales et les autres formes de violence, enquête sur ces infractions, consigne les informations pertinentes dans une base de données unifiée et transmet ces informations deux fois par an à la Commission nationale de statistique sous forme de tableaux codifiés.

Au cours du premier semestre de 2006, 1 983 femmes et 35 filles ont été victimes de 1 900 infractions ayant pour cause la jalousie, la mésestime ou d'autres problèmes familiaux. Au cours de la même période, on a enregistré 85 affaires de violence sexuelle (11 affaires de viol et de tentative de recours à la violence et 74 affaires de prostitution forcée) qui ont conduit au placement en détention de 53 personnes. Toutes ces informations ainsi que des renseignements concernant les auteurs des infractions (récidives) ont été enregistrées dans la base de données susmentionnée.

**8. La Rapporteuse spéciale sur la violence à l'égard des femmes indiquait, dans son rapport de 2003 (E/CN.4/2003/75/Add.1, par. 1890), que la violence familiale était un sujet tabou au sein de la société patriarcale azerbaïdjanaise et que les femmes n'avaient aucun moyen de recours contre les violences infligées par leur mari, en particulier dans les zones rurales; elle indiquait aussi que les viols étaient rarement signalés (par. 1891). Quelles mesures le Gouvernement applique-t-il pour venir à bout de ces attitudes et pour améliorer l'accès des femmes à la justice? A-t-il créé, au sein des services de la police ou du parquet, des services spécialement chargés de traiter les affaires de viol en tenant compte de la problématique hommes-femmes? Combien de foyers d'accueil existe-t-il dans le pays?**

Un programme spécial à l'intention des organes de répression, notamment la police, le parquet et les tribunaux, est opérationnel depuis 2001. Dans le cadre de ce programme, une série d'ateliers interactifs a été organisée afin de sensibiliser davantage les responsables des postes de police, les enseignants de l'école de police, les membres du parquet et le personnel des services de médecine légale à la question de la violence familiale et d'intégrer cette question dans les activités des organes répressifs. Des informations détaillées ont été communiquées aux juges et aux membres du parquet sur les normes et les pratiques juridiques en vigueur du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. Un cours facultatif sur la protection des femmes contre la violence familiale a été mis au point et est donné à l'école de police.

Le Gouvernement azerbaïdjanais collabore étroitement avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) et le Bureau de Bakou de l'OSCE. Le Ministère de l'intérieur et le BIDDH mettent actuellement en œuvre

un projet commun sur le rôle de la police dans la protection des femmes contre la violence familiale.

Une réunion d'un groupe de travail commun constitué d'experts du Ministère de l'intérieur et de l'ONG féminine nationale Symmetria (symétrie) a été organisée en juin 2006. Le même mois, un atelier d'une durée de trois jours auquel ont participé les chefs adjoints des services de police de 25 régions azerbaïdjanaises, des représentants de Symmetria et des experts du BIDDH de l'OSCE a été organisé à l'école de police. Le Ministère de l'intérieur a également organisé en juillet 2006 à l'intention des services de police de quatre régions du pays des stages de formation auxquels 120 policiers ont participé, et il est prévu d'envoyer plusieurs enseignants de l'école de police en stage de formation en Autriche en octobre-novembre 2006. Toutes ces mesures visent à mieux préparer les policiers à traiter les affaires de violence contre les femmes et à les sensibiliser à la nature de la violence fondée sur le sexe. En outre, le Ministère de l'intérieur a l'intention d'augmenter le nombre de femmes dans la Police nationale. D'après les statistiques officielles, 600 femmes servent actuellement dans la police.

Le Gouvernement coopère étroitement avec les ONG nationales compétentes, dont il met à profit l'expérience et les compétences. Ainsi, le Ministère de l'intérieur coopère avec l'organisation non gouvernementale « Clean World », qui concentre ses efforts sur la violence contre les femmes et la traite des femmes. Cette ONG gère un refuge pour les victimes de la traite et de violences qui assure également un service d'assistance téléphonique à leur intention. Le Ministère de l'intérieur compte ouvrir prochainement un autre refuge pour les victimes de la traite des personnes, si bien que le refuge de « Clean World » n'accueillera plus que les victimes de violences.

Le Gouvernement a l'intention de continuer à intensifier l'action visant à protéger les femmes de la violence. Un nouveau programme national ambitieux de lutte contre la violence familiale dans un contexte démocratique pour 2006-2015 a donc été élaboré. Ce programme a pour objectif principal de réduire le nombre d'affaires de violence familiale grâce à l'adoption de mesures appropriées dans divers domaines de la vie privée et publique et de prévenir les comportements violents.

Pour prévenir la violence contre les femmes et les filles, il est essentiel de modifier les modes de comportement socioculturels des hommes et des femmes ainsi que d'éliminer les préjugés et les stéréotypes actuels. Par ailleurs, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la situation économique des femmes aideraient celles-ci à devenir autonomes et contribueraient à rendre moins précaire leur place dans la famille et la société. Ainsi, le Gouvernement envisage d'investir davantage dans le développement économique et social du pays au cours des prochaines années. De nouvelles mesures sont en projet pour accroître l'emploi. Les problèmes de la violence familiale et des mariages précoces sont traités dans le Programme national pour la réduction de la pauvreté et le développement économique durable pour 2006-2015 et le projet de plan national d'action sur les questions familiales et féminines pour 2007-2010.

L'élaboration d'une nouvelle loi sur la violence familiale devrait être achevée d'ici la fin de 2006.

**9. Il est indiqué à la page 29 du rapport qu'un groupe de travail composé d'experts gouvernementaux et non gouvernementaux et de représentants des médias a analysé la compatibilité de la législation nationale avec les instruments internationaux, à la lumière des recommandations du Conseil de l'Europe relatives à la protection des femmes contre la violence et à la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Veuillez indiquer quelles mesures et recommandations le groupe de travail a proposées et quelles démarches le Gouvernement a entreprises pour y donner suite.**

Comme il est indiqué dans le rapport, le groupe de travail a été chargé d'examiner la mise en œuvre des recommandations du Conseil de l'Europe relatives à la protection des femmes contre la violence et la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Le groupe a présenté ses conclusions au Conseil de l'Europe et les mesures suivantes ont été prises pour y donner suite :

- La Commission nationale des questions féminines a organisé une série de campagnes d'éducation et de sensibilisation dans tout le pays;
- Un groupe de travail a été chargé d'élaborer un projet de loi sur la violence familiale;
- Il est envisagé d'analyser la législation nationale sous l'angle de l'égalité des sexes conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe.

#### **Traite des femmes et exploitation de la prostitution**

**10. Veuillez donner des informations à jour sur l'état d'avancement du projet de loi relatif à la lutte contre la traite des personnes et du projet de loi qui prévoit d'ajouter au Code pénal des dispositions concernant la lutte contre la traite, dont il est question à la page 30 du rapport, ainsi que sur le calendrier prévu pour leur adoption. Veuillez donner des informations sur les affaires de traite de personnes qui ont donné lieu à des poursuites et sur les peines prononcées.**

La loi azerbaïdjanaise relative à la lutte contre la traite des personnes, qui a été adoptée le 28 juin 2005, pose les fondements juridiques et administratifs de l'action du Gouvernement en la matière et définit le statut juridique des victimes ainsi que des mesures destinées à les protéger et à les aider.

Le 30 septembre 2005, les ajouts et les amendements nécessaires ont été apportés aux textes juridiques existants afin d'incriminer la traite des personnes et de mettre en conformité la législation azerbaïdjanaise avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles complémentaires ainsi qu'avec d'autres documents internationaux pertinents. Par conséquent, les dispositions suivantes ont été ajoutées au Code pénal azerbaïdjanais : article 144.1, relatif à la traite des personnes, article 144.2, relatif au travail forcé, et article 316.1, relatif à la divulgation d'informations confidentielles concernant les victimes de la traite.

La plupart des poursuites pénales concernant des affaires de traite de personnes ont été engagées à la suite de plaintes des victimes. Les sanctions prévues par le Code pénal azerbaïdjanais peuvent consister par exemple en des amendes de 500 à 1 000 unités monétaires nominales, des travaux d'intérêt général de 160 à 240 heures et des peines d'emprisonnement d'une durée maximale de 12 ans. La

protection des victimes est assurée en les plaçant dans des locaux spéciaux pendant la durée du procès pénal. Des locaux spéciaux destinés à assurer la sécurité des victimes de la traite ont été mis en place par décret du Conseil des ministres.

Conformément à l'article 12 du Code pénal, les citoyens azerbaïdjanais et les apatrides vivant dans le pays depuis longtemps répondent des infractions qu'ils commettent en dehors du territoire azerbaïdjanais (si l'acte qu'on leur reproche est considéré comme une infraction aussi bien en Azerbaïdjan que dans le pays où il a été commis). Les étrangers et les apatrides qui commettent une infraction contre des citoyens ou des intérêts azerbaïdjanais à l'étranger peuvent être traduits en justice conformément au Code pénal azerbaïdjanais et aux instruments internationaux auxquels l'Azerbaïdjan est partie.

Conformément à la loi azerbaïdjanaise portant modification de certains textes juridiques en liaison avec l'entrée en vigueur de la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains approuvée par le décret présidentiel n° 353 du 23 janvier 2006, des modifications ont été apportées notamment à la loi relative à l'entrée dans le pays et à la sortie du pays et aux passeports, à la loi relative au statut juridique des étrangers et des apatrides, au règlement intérieur du Parlement, au Code de procédure pénale et au statut des commissions sur les questions concernant les mineurs et la protection de leurs droits.

À la suite des actions engagées pour lutter contre la traite des personnes, 160 affaires de traite ont été découvertes et ont donné lieu à des enquêtes en 2005 dans le pays. Dans le cadre de ces affaires, des poursuites pénales ont été engagées contre 153 personnes et 231 victimes ont reçu l'assistance nécessaire.

Au cours du premier semestre de 2006, 77 faits de traite d'êtres humains ont été enregistrés, 83 personnes ont été traduites en justice et 35 personnes ont été reconnues comme victimes. La plupart des victimes de la traite sont des jeunes femmes qui quittent l'Azerbaïdjan pour trouver un emploi ou se marier dans d'autres pays comme les Émirats arabes unis, le Pakistan, l'Iran, la Turquie, la Russie, etc.

**11. Veuillez donner des informations sur toute mesure prise pour répondre aux observations finales du Comité énoncées aux paragraphes 74 et 75 du document A/53/38/Rev.1.**

Comme dans tous les autres pays issus de l'ex-Union soviétique, la traite des êtres humains est un problème nouveau en Azerbaïdjan. Pour le résoudre, il est donc nécessaire d'en analyser soigneusement tous les aspects et de confronter les meilleures pratiques avec d'autres pays.

Les causes profondes de la traite des personnes en Azerbaïdjan sont étroitement liées à la situation socioéconomique typique d'une économie en transition que connaît le pays. En outre, le fait que la frontière nationale échappe au contrôle du Gouvernement sur 132 kilomètres en raison de l'occupation de 20 % du territoire du pays a pour effet de créer une « zone grise » propice à différents types d'activités illégales telles que la traite des personnes, le trafic de drogues, etc. L'inclusion de l'Azerbaïdjan dans les processus migratoires mondiaux et les problèmes qui en découlent, notamment celui de la traite transnationale, sont également venus aggraver cette situation. En raison de sa position géographique favorable, l'Azerbaïdjan est de plus en plus utilisé comme pays de transit pour les migrations illégales.

Les principaux facteurs qui créent un climat favorable à la traite des personnes en Azerbaïdjan sont notamment la précarité économique de la population, en particulier des femmes et des jeunes filles, les migrations illégales, le fait que les victimes ont peur de s'adresser aux organes compétents, les difficultés auxquelles on se heurte pour recenser les victimes, les problèmes familiaux, etc. Les femmes réfugiées et déplacées constituent un groupe à haut risque pouvant facilement devenir victime de la traite.

Les mesures visant à prévenir et combattre la traite des personnes ne peuvent être efficaces que si le Gouvernement, la société civile et la communauté internationale agissent de façon concertée. Ainsi, en 2004, le premier plan national d'action contre la traite des êtres humains a été adopté avec l'aide du Bureau de l'OSCE à Bakou. Le Vice-Ministre de l'intérieur a été nommé coordonnateur national et un nouveau service chargé de lutter contre la traite des personnes a été mis en place au sein du Service central de lutte contre la criminalité organisée du Ministère de l'intérieur.

Conformément au Plan national d'action, on a créé un groupe de travail sur la lutte contre la traite des personnes au sein duquel siègent des experts de différents ministères. Différents organes de l'État tels que le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la sécurité nationale, le Ministère de la santé, le Ministère de la jeunesse et des sports, le Ministère de la culture et du tourisme, le Ministère du travail et de la protection sociale, la Commission douanière nationale et le Service national des frontières coopèrent et échangent des données et des informations pertinentes conformément au Plan national d'action. Des policiers azerbaïdjanais participent à des réunions internationales convoquées pour examiner divers aspects du problème. Des membres de la police ont également participé à des activités de formation organisées par l'ambassade des États-Unis en Azerbaïdjan et au quartier général des forces armées turques.

Des ateliers sur la question de la prévention ont été organisés dans différentes régions du pays, en particulier dans les régions frontalières, à l'intention de représentants des organes exécutifs et répressifs locaux, des ONG, des médias, du personnel enseignant, des municipalités et des responsables religieux. Le Centre pour les femmes en détresse a effectué plusieurs recherches sur les victimes de la traite des personnes dans 13 régions du pays. Conformément au Plan national d'action, des forums thématiques sur la contribution de la communauté à la solution du problème de la traite des femmes ont été organisés dans 12 régions du pays avec le soutien de l'ONG « Clean World » et du Bureau de l'OSCE à Bakou. Ces forums avaient pour objectif d'étudier les causes de la traite des personnes et les conditions qui la favorisent ainsi que de sensibiliser davantage le public à la question. Un atelier spécial a été organisé sur le rôle des institutions religieuses dans la lutte contre la traite des personnes.

Le Ministère de l'intérieur a instauré une coopération efficace avec les ONG nationales sur des questions telles que la prévention, la sensibilisation et l'assistance juridique, médicale et psychologique. La Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance mène également des campagnes de sensibilisation à l'intention des femmes dans toutes les régions du pays.

En 2005, le Conseil des ministres a approuvé les principes directeurs régissant la création de refuges à l'intention des victimes de la traite ainsi que leur financement, leur fonctionnement et la surveillance de leurs activités. La

construction de nouveaux refuges et la réparation des refuges existants sont en cours. L'inauguration d'un refuge construit conformément aux normes internationales est prévue pour le 30 septembre 2006. Un fonds d'assistance a été créé pour résoudre les problèmes sociaux et économiques des victimes de la traite, notamment en matière d'emploi.

En janvier 2006, un service d'assistance téléphonique aux victimes de la traite a été ouvert et une campagne a été organisée afin de diffuser le maximum d'informations au sujet de ce service. Un programme d'échange d'informations sur les meilleures pratiques avec d'autres pays et régions a également commencé à fonctionner sur Internet. Le Ministère de l'intérieur travaille actuellement à la mise en place de la base de données unifiée sur la traite des personnes.

Le 17 juin 2006, le Conseil des ministres a adopté une décision relative à la détermination du montant de l'allocation de réintégration versée aux victimes de la traite. Conformément à cette décision, les victimes de la traite recevront une allocation s'élevant à 30 unités monétaires nominales pendant la durée de leur rétablissement et de leur réintégration.

#### **Participation des femmes à la vie publique et politique, et représentation à l'échelle internationale**

**12. Vu la sous-représentation des femmes dans la vie politique, quelles sont les mesures envisagées pour assurer leur pleine participation et leur représentation égale à tous les échelons de l'État, y compris dans le service diplomatique, compte tenu de la recommandation générale 25 du Comité concernant le paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, et de la recommandation générale 23 relative à la place des femmes dans la vie publique?**

L'égalité de participation des hommes et des femmes aux processus décisionnels dans la vie politique et sociale est essentielle pour instaurer une société démocratique fondée sur les principes de l'égalité et du respect des droits de l'homme.

L'article 55 de la Constitution azerbaïdjanaise reconnaît à chaque citoyen, quel que soit son sexe, le droit de participer sur un pied d'égalité à la prise des décisions politiques, d'être employé dans tous les organismes publics et d'être nommé à tous les postes.

Des dispositions garantissant le droit des femmes de participer à la prise des décisions politiques figurent dans la loi relative aux élections au Parlement et dans la loi relative à l'élection du Président de la République. Des mesures efficaces sont prises pour assurer l'égalité juridique et sociale des hommes et des femmes et empêcher toute discrimination. Les femmes votent lors des élections et des référendums publics, participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale, siègent dans les organes de l'État, assument des responsabilités à tous les niveaux de l'administration publique et s'occupent de questions générales concernant la vie publique, sociale et politique du pays.

Le décret du Président azerbaïdjanais sur la mise en œuvre de la politique nationale de 2000 en faveur des femmes montre les grandes orientations de la participation des femmes aux affaires de l'État et à l'administration publique.

La Constitution azerbaïdjanaise consacre le droit des femmes de participer à toutes les élections. Conformément à l'article 56 de la Constitution, elles disposent des mêmes droits de vote que les hommes. Elles sont éligibles à tous les organes électifs aux mêmes conditions que les hommes.

Le projet de loi sur l'égalité des sexes a pour objectif principal de garantir l'égalité des droits aux hommes et aux femmes dans tous les domaines de la vie sociale et d'éliminer toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe. Conformément à ce projet de loi, l'État doit pourvoir à l'égalité de représentation des hommes et des femmes dans l'administration publique et au niveau décisionnel, leur offrir des chances égales, assurer l'égalité des sexes et éliminer toutes les formes de discrimination par des moyens juridiques, administratifs et autres.

Malgré toutes ces mesures législatives, la participation des femmes à la prise des décisions est faible. Les femmes ont été très peu nombreuses à participer aux élections municipales de 2004 puisqu'elles n'ont représenté que 5,01 % des candidats et 4,08 % des élus. Lors des élections parlementaires de 2005, elles ont représenté 10,85 % des candidats et 13,04 % des élus.

D'après des enquêtes effectuées par différentes ONG et organisations internationales, la sous-représentation des femmes au niveau décisionnel est notamment due aux raisons suivantes : a) les femmes ne peuvent pas en même temps exercer un mandat public et accomplir leurs tâches ménagères; b) elles doutent de leurs capacités; c) elles ne sont pas intéressées par une activité publique.

Le Gouvernement azerbaïdjanais a beaucoup fait au cours des dernières années en coopération avec différentes organisations internationales et ONG locales pour assurer l'égalité des sexes et accroître les chances offertes aux femmes. Un certain nombre de mesures concrètes ont été prises conformément aux amendements apportés à la législation, aux décrets et ordonnances du Président et aux décisions du Conseil des ministres.

En collaboration avec le Conseil de l'Europe, la Commission nationale des questions féminines a traduit en langue azerbaïdjanaise la recommandation et le mémoire explicatif Rec(2003)3 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe concernant la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décisions politique et publique. La Commission a également mené, avec l'appui du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et de la Coalition 1325, des activités de sensibilisation pour promouvoir la participation des femmes à la prise des décisions. Différents projets sur l'égalité des sexes, le rôle des femmes dans la prise des décisions, la prévention des conflits et la consolidation de la paix ont été exécutés. Dans le cadre de ces projets, on a organisé dans tout le pays des activités de formation sur l'instauration de l'égalité des sexes dans les processus de consolidation de la paix, des tables rondes sur la participation et la représentation des femmes azerbaïdjanaises dans les mécanismes décisionnels aux niveaux national et international et des ateliers sur l'égalité de participation des femmes et des hommes à la prise des décisions.

La Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance a effectué des recherches sur les obstacles qui empêchent les femmes de participer largement au processus décisionnel et elle compte formuler des recommandations sur la base des résultats de ces recherches.

Un certain nombre d'ONG nationales coopèrent activement dans ce domaine avec le Gouvernement et des organisations internationales. On compte une cinquantaine d'ONG féminines en Azerbaïdjan, dont la plupart mènent des activités visant à faire participer les femmes à la vie sociale, économique, politique et culturelle du pays.

### **Éducation et stéréotypes**

**13. Comme il est indiqué dans le rapport, les stéréotypes concernant les rôles distincts des hommes et des femmes sont toujours très présents dans la société azerbaïdjanaise, en particulier dans les zones rurales. Quelles mesures ont été prises, depuis l'examen du rapport initial, en vue d'éliminer ces stéréotypes? En particulier, le Gouvernement prévoit-il de modifier les manuels et programmes scolaires et les méthodes d'enseignement afin de promouvoir une image non stéréotypée de la femme et de favoriser l'égalité entre hommes et femmes?**

Comme il était indiqué dans le rapport, on a créé dans plusieurs universités du pays des centres de recherches sexospécifiques qui ont élaboré des programmes d'enseignement, des manuels et des supports visuels. Ces centres ont pour mission principale de réaliser des études et de diffuser les connaissances nécessaires pour l'analyse de la vie sociale, la formalisation de la pensée sexoégalitaire et l'intégration de la recherche sur l'égalité des sexes dans les programmes éducatifs. Ils ont élaboré des programmes d'enseignement pour neuf disciplines des sciences sociales et humaines et publié un manuel regroupant des articles sur l'égalité des sexes qui a été approuvé par le Ministère de l'éducation. Un cours spécial sur les fondements de la théorie de l'égalité des sexes est dispensé aux étudiants des facultés de sciences sociales et humaines de l'Université d'État de Bakou, de l'Académie d'administration publique relevant du Président de la République, de l'Université occidentale et de l'Université Khazar.

Dans le même temps, la Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance a élaboré, conjointement avec le bureau de pays du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), des programmes sociaux concernant certains sujets essentiels tels que la violence familiale et les mariages précoces afin de contribuer à éliminer les stéréotypes.

Il convient de noter qu'il est prévu dans le cadre du projet de programme national d'action sur la famille et l'égalité des sexes de procéder à une analyse sexospécifique de tous les manuels destinés aux étudiants des universités.

**14. Veuillez donner des informations sur le taux d'abandon scolaire des filles et des femmes à tous les niveaux d'éducation et indiquer les principales raisons pour lesquelles celles-ci abandonnent leurs études.**

La loi azerbaïdjanaise relative à l'éducation dispose que tous les enfants à partir de 6 ans ont droit à 11 années d'enseignement obligatoire, sans distinction de sexe. Les droits réaffirmés par la législation constituent le fondement juridique nécessaire pour que tous les enfants, quel que soit leur sexe, reçoivent une éducation continue dont la qualité s'améliore. Cependant, à l'heure actuelle, certains enfants d'âge scolaire ne peuvent pas jouir de leur droit à l'enseignement secondaire obligatoire en raison d'un certain nombre de causes objectives, dont la principale est l'insuffisance du niveau de vie de leurs familles, qui ne sont pas en mesure de les

nourrir et de les vêtir normalement, de leur fournir des manuels scolaires et de pourvoir à leurs autres besoins élémentaires.

Les filles sont souvent privées d'éducation en raison de difficultés financières. Certaines, en particulier en province et dans les zones rurales, sont retirées de l'école par leurs parents pour être employées comme main-d'œuvre domestique. Souvent, les parents marient leurs filles précocement afin de ne plus avoir à subvenir à leurs besoins et de se conformer à l'idée traditionnelle rétrograde selon laquelle, ce faisant, ils « assurent » leur avenir. Quoi qu'il en soit, les difficultés financières constituent la principale cause d'abandon des études chez les filles à tous les niveaux et ce sont principalement les enfants pauvres dans les régions ainsi que les enfants déplacés qui ne sont pas scolarisés.

Conformément au Programme national de développement socioéconomique des régions azerbaïdjanaises pour 2004-2008, le Gouvernement prend donc des mesures concrètes en faveur du développement économique régional. Ainsi, 435 000 nouveaux emplois ont été créés dans les régions dans le cadre de ce programme. Grâce à toutes les mesures prises pour éliminer la pauvreté et assurer le développement durable, le taux de pauvreté dans le pays est tombé de 49 % à 29 % en 2005. La persistance dans certaines zones rurales du pays de stéréotypes erronés concernant le rôle des femmes dans la société est une autre raison qui explique la non-scolarisation des filles.

S'agissant des taux d'abandon scolaire, il n'est malheureusement pas possible de les communiquer au Comité car on ne dispose pas actuellement de données désagrégées par sexe sur cette question. Cependant, il est prévu, dans le cadre du projet de plan national d'action pour la famille et l'égalité des sexes, d'améliorer les mécanismes de suivi de la scolarisation et de collecte de données par sexe dans les écoles secondaires.

**15. Veuillez indiquer quel rôle jouent les médias dans la promotion d'une image non sexiste et non stéréotypée de la femme.**

Les médias du pays ont réalisé des progrès tangibles ces dernières années en matière de sensibilisation aux différentes questions concernant les droits fondamentaux des femmes et l'égalité des sexes. Le lancement en 2005 d'une chaîne de télévision publique a particulièrement contribué à promouvoir une représentation équilibrée et non stéréotypée des femmes dans les médias. Dès ses débuts, cette chaîne a produit des courts-métrages (quatre à cinq minutes) dans le but de mieux faire connaître au public la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Plusieurs autres chaînes consacrent également des courts-métrages et des émissions spéciales (débats-spectacles et émissions d'information, par exemple) à des personnalités féminines pouvant servir de modèle, en particulier aux jeunes femmes du pays.

La télévision, la radio et la presse abordent également des problèmes brûlants tels que la violence familiale, les mariages précoces et l'accès des filles à l'éducation. Les journaux et les magazines jouent un rôle spécial dans la promotion de l'égalité des sexes. Certains grands journaux consacrent aux questions d'égalité des sexes des articles spéciaux tels que la chronique *Femina* publiée par le journal national à grande diffusion « Zerkalo ».

Par leurs activités et en particulier en rendant compte de l'action de personnalités féminines qui par exemple siègent au Parlement, jouent un rôle

politique, dirigent des entreprises ou assument d'autres responsabilités, les médias contribuent largement à l'élimination des stéréotypes et à donner une image équilibrée et diversifiée du rôle des femmes dans la société.

### **Emploi**

**16. Il est dit, à la page 5 du rapport, que des sociétés privées étrangères se livrent à des formes cachées de discrimination lors du recrutement ou du licenciement des femmes. Il est également indiqué que, si le Gouvernement ne dispose d'aucune donnée concernant ces pratiques, des cas individuels de cette nature sont portés à la connaissance du public par les médias, et les mesures qui s'imposent à cet égard sont prises. De tels cas ont-ils été portés devant les tribunaux et, le cas échéant, quelle en a été l'issue? Veuillez également donner des précisions sur les mesures que prend le Gouvernement pour garantir le respect des droits des femmes en matière d'emploi et pour faire en sorte que les femmes connaissent mieux leurs droits dans ce domaine.**

Les principales orientations de la politique nationale en matière de protection du droit au travail sont définies par le Code azerbaïdjanais du travail, qui prévoit notamment la création des conditions d'hygiène nécessaires sur les lieux de travail. Toutes les normes concernant le droit au travail sont appliquées également aux hommes et aux femmes.

Le projet de loi sur l'égalité des sexes comprend des dispositions spéciales concernant l'obligation des employeurs d'assurer cette égalité et d'interdire la discrimination. On peut citer à cet égard les articles ci-après :

#### **Article 7. Responsabilités de l'employeur en matière d'emploi**

7.1. L'employeur offre des possibilités d'emploi égales aux deux sexes.

7.2. Les responsabilités suivantes incombent à l'employeur :

7.2.1. L'employeur doit traiter ses employés de la même façon, quel que soit leur sexe, et leur offrir les mêmes possibilités pour ce qui est du recrutement, de la promotion, de la formation, du recyclage, du perfectionnement professionnel, de l'évaluation du comportement professionnel et du licenciement.

7.2.2. L'employeur offre des conditions de travail égales aux employés effectuant le même travail, quel que soit leur sexe.

7.2.3. L'employeur n'applique pas des régimes de sanctions différents selon les sexes pour les mêmes manquements aux obligations professionnelles.

7.2.4. L'employeur satisfait aux exigences des articles 9, 10.1 et 10.2 de la présente loi.

7.2.5. L'employeur prend les dispositions requises pour prévenir la discrimination fondée sur le sexe et le harcèlement sexuel.

#### **Article 8. Responsabilités de l'employeur dans l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe**

8.1. L'employeur doit motiver sa décision lorsqu'il traite différemment les hommes et les femmes en ce qui concerne le recrutement, la promotion, la formation, le recyclage, le perfectionnement professionnel, l'évaluation du comportement professionnel et le licenciement.

8.2. Un candidat qui s'est vu refuser un poste précis a le droit d'exiger que lui soient données par écrit des précisions concernant le niveau d'études, les compétences, l'expérience, les qualités professionnelles et les autres atouts du représentant du sexe opposé qui a été recruté à ce poste.

#### **Article 9. Égalité de rémunération**

9.1. Quel que soit leur sexe, les employés perçoivent les mêmes salaires, gratifications, primes d'incitation et autres suppléments dès lors qu'il s'acquittent de la même charge de travail dans les mêmes conditions et sur les mêmes lieux de travail et qu'ils ont le même niveau professionnel.

9.2. L'employeur doit montrer que la différence de salaire entre les hommes et les femmes accomplissant le même travail est sans rapport avec leur sexe.

#### **Article 10. Avis traduisant une discrimination fondée sur le sexe**

10.1. Il n'est pas permis de fixer des exigences différentes pour les hommes et les femmes, de donner la préférence aux personnes de l'un ou l'autre sexe et de demander des renseignements sur la situation familiale ou la vie privée d'un candidat dans les avis de recrutement.

10.2. La publication d'avis à caractère humiliant et contraires à l'égalité des sexes est interdite.

10.3. La publication d'avis de recrutement s'adressant à un seul sexe est interdite.

10.4. La publication d'avis visés à l'article 10.3 est autorisée uniquement si le sexe de l'employé est un facteur déterminant pour le poste considéré et/ou le Code azerbaïdjanais du travail interdit que des femmes soient affectées à ce poste.

#### **Article 11. Inadmissibilité de toute pression exercée sur les employés victimes de harcèlement sexuel**

Les employés qui ont porté plainte pour harcèlement sexuel ne doivent être soumis à aucune pression ou persécution de la part de leur employeur.

Le Gouvernement azerbaïdjanais prend des mesures spéciales pour offrir des emplois aux femmes. En 2005, 9 163 femmes (36,2 %) se sont vues offrir un emploi et 572 (37 %) ont suivi une formation professionnelle spécialisée. En outre, 599 femmes ont été affectées à des travaux communautaires rémunérés et 1 807 ont perçu des allocations chômage. Au cours de la période 1997-2005, 70 527 femmes se sont vues offrir un emploi, 7 476 ont suivi une formation professionnelle et 8 295 ont été affectées à des travaux communautaires rémunérés.

Malheureusement, on ne dispose pas d'informations détaillées sur les affaires de discrimination à l'égard des femmes qui ont été soumises aux tribunaux car le Ministère de la justice ne recueille pas de telles statistiques. On sait seulement qu'au cours du premier semestre de 2000, le Commissariat aux droits de l'homme a reçu 214 plaintes faisant état de violations du droit au travail des femmes.

**17. Par ailleurs, il est dit à la page 49 qu'« en moyenne, le salaire des femmes représente 70 % de celui des hommes ». Veuillez expliquer pourquoi l'écart des salaires entre hommes et femmes reste important et donner des informations sur les mesures qui ont été prises pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail, notamment contre la discrimination verticale et horizontale ainsi qu'au niveau des salaires.**

La participation des femmes au marché du travail est importante pour plusieurs raisons. Les femmes ne peuvent bénéficier dans des conditions d'égalité des systèmes de protection sociale, de retraite et de santé que si elles sont économiquement actives. Elles peuvent ainsi progresser sur le plan social et personnel tout en gagnant leur vie. La théorie économique sexospécifique s'intéresse surtout à des questions telles que la place des femmes sur le marché du travail, l'importance du travail domestique non rémunéré des femmes et son évaluation ainsi que la division du travail et des responsabilités et la répartition du revenu au sein de la famille. En Azerbaïdjan, la situation des femmes sur le marché du travail est inférieure à celle des hommes en raison d'un certain nombre de facteurs tels que la division sociale du travail fondée sur la profession, la rémunération et le chômage.

Le taux d'inactivité économique est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (68,4 % contre 31,6 %). Il ressort de recherches internationales que les obligations familiales des femmes ayant des mineurs à charge ainsi que le nombre restreint de structures d'accueil pour les enfants figurent parmi les principaux obstacles à l'emploi des femmes. D'après les statistiques, en 2004, plus de 40 % des femmes économiquement inactives étaient des femmes au foyer qui s'occupaient de leurs enfants et d'autres membres de leur famille. L'élaboration d'une politique et de programmes nationaux visant à améliorer le bien-être des personnes âgées, des enfants et des handicapés contribuera beaucoup à accroître les chances des femmes de trouver un emploi rémunéré. Tous ces facteurs ont une forte incidence sur le bien-être des femmes.

La législation nationale prévoit l'égalité de salaire pour tous les employés sans distinction de sexe. Cependant, comme les postes de haut niveau sont principalement occupés par des hommes, on observe des différences de salaire entre les hommes et les femmes. Comme dans les autres pays, les hommes et les femmes sont inégalement représentés dans de nombreux secteurs de l'économie en Azerbaïdjan. Les femmes sont généralement plus nombreuses dans les secteurs économiques moins prestigieux offrant des salaires de niveau intermédiaire. Leur présence est forte dans les services de santé et les services sociaux (76,5 %), l'enseignement (69,2 %) et divers autres services collectifs, sociaux et privés (57 %).

**18. Dans ses observations finales précédentes (A/53/38/Rev.1, par. 55), le Comité a pris note avec intérêt des informations relatives au projet de création d'une banque réservée aux femmes qui octroierait des prêts et des crédits aux petites entreprises montées par des femmes. Veuillez donner des informations à jour sur l'impact que cette banque a eu sur la création d'entreprises par des femmes, en indiquant en particulier combien de femmes ont bénéficié de ses services, et pour quels types d'entreprises.**

En Azerbaïdjan, la création de petites et moyennes entreprises (PME) a toujours été considérée comme l'un des meilleurs moyens de diversifier l'économie et de créer des emplois. Or, on a constaté que le manque d'accès aux ressources financières et notamment aux prêts et au crédit était un obstacle important auquel se heurtaient de nombreuses femmes qui souhaitaient créer une PME dans le pays. Dans ce contexte, on a évoqué à plusieurs reprises la question de la création d'une banque qui octroierait aux femmes des crédits et des prêts pour créer de petites entreprises. Malheureusement, rien n'a encore été fait.

## Santé

19. Dans ses observations finales précédentes (A/53/38/Rev.1, par. 73), le Comité a recommandé l'élaboration de programmes appropriés de planification de la famille. Parallèlement, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dans ses observations finales de 2004 (E/C.12/1/Add. 104), a recommandé que soit mis en place un programme global de santé en matière de sexualité et de procréation, y compris une campagne de sensibilisation du public aux méthodes contraceptives sans danger. Veuillez donner des informations sur les mesures qui ont été prises pour donner suite à ces recommandations ainsi que sur les mesures prises pour réduire les taux de mortalité maternelle et infantile et pour veiller à ce que les avortements soient réalisés dans des conditions médicales et sanitaires adéquates.

Le Gouvernement azerbaïdjanais coopère étroitement avec le bureau de pays du FNUAP à la mise en œuvre de programmes de santé génésique. Depuis 1996, le Ministère de la santé mène, en collaboration avec le FNUAP, des activités concrètes ayant pour but d'étendre l'accès des femmes à des services de santé publique de haute qualité. Un programme de planification familiale dont un volet était consacré à la formation des médecins aux questions de planification familiale a été élaboré et mis en œuvre ultérieurement. En outre, une assistance technique a été fournie aux centres de planification familiale nouvellement créés. Depuis le lancement en 2000 d'un programme de santé génésique et de planification familiale, on a créé 30 centres de santé génésique et de planification familiale dont les activités consistent principalement à diffuser des informations et à fournir des services de haute qualité aux femmes en âge de procréer. Deux de ces centres (Centre de planification familiale de la République d'Azerbaïdjan et Centre de santé génésique de l'Institut d'obstétrique et de gynécologie) se trouvent à Bakou et les 28 autres dans les régions. Dans le cadre de ce programme, cinq types de contraceptifs ont été livrés à l'Azerbaïdjan, donnant ainsi la possibilité aux femmes de faire un choix.

Il convient de mentionner que la mortalité maternelle et infantile est un problème qui figure également à l'ordre du jour de la coopération entre l'Azerbaïdjan et les organisations internationales. Afin de partager les compétences dans ce domaine, les organismes publics compétents ont réalisé, avec l'aide d'organisations internationales, une enquête démographique dont les résultats ont donné des indications détaillées sur la mortalité infantile et permis d'esquisser les mesures nécessaires pour la réduire.

Le Gouvernement azerbaïdjanais est déterminé à continuer de promouvoir un système de soins de santé de haute qualité. Les mesures de planification familiale et de santé génésique suivantes sont prévues au chapitre « politique de santé » du Programme national pour la réduction de la pauvreté et le développement économique :

- Promouvoir la maternité sans risques et la fourniture de soins essentiels aux nouveau-nés;
- Améliorer les ressources et les moyens techniques du secteur de la santé;
- Améliorer le système d'information sanitaire;
- Améliorer la qualité des services sanitaires de base et renforcer les capacités des services de soins prénatals et postnatals afin de rendre les accouchements

plus sûrs et d'améliorer les soins de base aux nouveau-nés, notamment en encourageant l'allaitement au sein des nourrissons et des enfants en bas âge;

- Renforcer les centres de planification familiale et de santé génésique, notamment la fourniture de services aux jeunes;
- Introduire un nouveau système de médecine familiale;
- Donner accès à des contraceptifs provenant de fournisseurs fiables;
- Réduire les risques sanitaires en encourageant des modes de vie sains et l'éducation sanitaire afin de prévenir l'abus de substances (tabac, alcool et drogues) et de diminuer l'incidence des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida;
- Sensibiliser les adolescentes à la prévention des grossesses précoces.

**20. Veuillez décrire les lois et les coutumes qui, dans certaines régions du pays, obligent la femme à obtenir l'accord de son mari pour tout acte, y compris en matière de planification de la famille, comme il est indiqué à la page 68 du rapport.**

La Constitution, les lois et les règlements de l'Azerbaïdjan garantissent l'égalité entre les hommes et les femmes. Comme on l'a déjà indiqué dans le présent rapport, une femme peut, conformément à la législation en vigueur, obtenir des services médicaux, y compris des services de planification familiale, sans l'accord de son mari. Aucune disposition juridique ne restreint les droits de la femme en matière de planification familiale ni ne l'oblige à obtenir l'accord de son mari pour agir. C'est seulement dans certaines zones rurales que l'homme est considéré traditionnellement comme le chef de la famille et que la femme doit obtenir l'accord de son mari en ce qui concerne chaque aspect de la vie familiale. Comme on l'a signalé, cette pratique n'est régie par aucune règle juridique, n'a aucun fondement juridique, n'est observée que dans quelques familles et n'est propre à aucune région particulière.

**21. Le rapport indique que l'Azerbaïdjan met en œuvre une série de réformes destinées à réaliser les objectifs de la Déclaration du Millénaire et que plusieurs programmes officiels qui tiennent compte des aspects sexospécifiques et des problèmes des femmes ont été adoptés. Il est en particulier fait mention, à la page 16, d'un programme national de réduction de la pauvreté et de développement économique. Le rapport ne précise pas si ces programmes tiennent compte des dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ni, le cas échéant, dans quelle mesure. Veuillez décrire de quelle manière sont contrôlés l'exécution de ces programmes ainsi que leurs effets. Veuillez aussi indiquer si la société civile, et en particulier les groupements de femmes, ont été consultés lors de l'élaboration de ces programmes.**

Comme cela a été réaffirmé dans la Déclaration du Millénaire, la promotion des femmes est essentielle pour assurer le développement et en particulier pour éradiquer la pauvreté. Dans ce contexte, le Gouvernement azerbaïdjanais a toujours intégré l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en tant que question transversale dans sa politique de développement.

La prochaine phase du Programme national pour la réduction de la pauvreté et le développement durable (2006-2015) est en préparation. Ce programme décennal de développement, qui traite notamment des priorités et des besoins des femmes et ouvre des pistes importantes pour la réalisation de l'égalité des sexes dans divers domaines, comprend les mesures suivantes :

- Création d'un conseil de coordination constitué des points de contact pour l'égalité des sexes de différents organes de l'État et renforcement de ses capacités;
- Création d'une base de données permettant de suivre et d'évaluer les politiques en vigueur dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes;
- Évaluation des obstacles qui empêchent les femmes d'être plus largement représentées au niveau décisionnel;
- Production et diffusion de documents d'information sur les problèmes existants et les meilleures pratiques permettant de les résoudre;
- Organisation de campagnes auprès du public et des médias pour éliminer l'idée selon laquelle les femmes seraient considérées comme inférieures par la religion;
- Organisation de campagnes de sensibilisation du public sur la violence contre les femmes et les droits fondamentaux des femmes;
- Activités visant à mieux faire connaître au public la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU;
- Réalisation d'une étude afin de déterminer les raisons de la violence contre les femmes et les facteurs qui font obstacle à sa prévention;
- Renforcement de l'action visant à éliminer les infractions à la législation nationale en vigueur et amélioration de la politique nationale visant à réduire et prévenir les mariages précoces;
- Formation du personnel de différents services (répression, santé, protection sociale, éducation et migration) afin de leur conférer les compétences voulues pour enquêter sur les affaires de violence fondée sur le sexe, prévenir cette violence et réinsérer les victimes;
- Organisation de campagnes de sensibilisation du public sur les risques que peut comporter la migration de main-d'œuvre féminine.

Le secrétariat du Programme national pour la réduction de la pauvreté et le développement durable surveille l'exécution des mesures susmentionnées. Les organismes chargés de cette exécution rendent compte de leurs activités au secrétariat et celui-ci établit des rapports annuels.

Le Programme national pour le développement socioéconomique des régions azerbaïdjanaises pour 2004-2008, dont l'objectif est d'assurer le développement économique géographiquement équilibré du pays et notamment de favoriser la participation des femmes sur un pied d'unité avec les hommes dans les domaines essentiels du développement, constitue un autre moyen d'action déterminant. Une nouvelle stratégie en matière d'emploi qui met spécialement l'accent sur le travail des femmes a été approuvée dans le cadre de ce programme.

Diverses organisations non gouvernementales telles que les associations des femmes de l'industrie pétrolière ou des jeunes juristes participent activement à la mise en œuvre de ces programmes.

### **Mariage et relations familiales**

**22. Le Gouvernement envisage-t-il de mettre l'âge minimum du mariage des femmes (voir p. 94 du rapport) en conformité avec les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et comment s'y prendra-t-il, concrètement, pour promouvoir et contrôler le respect de cet âge minimum?**

L'article 10 du Code azerbaïdjanais de la famille fixe l'âge légal du mariage à 18 ans pour les hommes et à 17 ans pour les femmes. Toutefois, les pouvoirs publics locaux ont le droit de réduire d'un an cet âge minimum si la famille fait valoir une raison justifiant une telle réduction.

En coopération avec les pouvoirs publics locaux, la Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance a réalisé une enquête spéciale sur les mariages précoces dont les résultats sont actuellement à l'examen. Cependant, la question de la mise en conformité de l'âge légal du mariage pour les femmes avec les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant.

### **Femmes réfugiées et femmes déplacées à l'intérieur du pays**

**23. Veuillez donner des informations sur la situation des femmes réfugiées et des femmes déplacées en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la sécurité sociale, aux soins de santé et au logement.**

L'agression militaire commise par l'Arménie s'est soldée pour l'Azerbaïdjan par l'occupation de 20 % de son territoire (Haut-Karabakh et plusieurs régions voisines) et par un million de réfugiés et de personnes déplacées, dont 420 000 femmes. La majorité des personnes déplacées, y compris les femmes, vivent dans des endroits (camps de toile, fermes, wagons de chemin de fer, chantiers, etc.) impropres à l'habitation et dépourvus d'infrastructures de vie et d'assainissement satisfaisantes. De nouvelles générations ont déjà vu le jour et grandi au sein des populations réfugiées et déplacées, et la question de leur installation est devenue un sérieux motif de préoccupation. D'après des données les plus récentes, 100 000 enfants sont nés dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées. Au cours des 10 dernières années, 26 décrets et ordonnances présidentiels, 13 lois et 147 ordonnances du Conseil des ministres ont été promulgués sur la question du renforcement de la protection sociale des réfugiés et des personnes déplacées. Dans le contexte de la mise en application des ordonnances du Conseil des ministres, un programme a été adopté afin d'offrir aux femmes réfugiées et déplacées des emplois productifs décents.

En coopération avec le Ministère du travail et de la protection sociale et la Commission nationale pour les réfugiés et les personnes déplacées, la Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance exécute des

programmes visant à améliorer les conditions de vie des femmes réfugiées et déplacées.

La question de l'emploi des femmes réfugiées et déplacées a été expressément mentionnée dans le décret présidentiel concernant la mise en œuvre de la politique nationale en faveur des femmes. Dans le cadre de l'application de ce décret, la Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance a obtenu auprès du Service de l'emploi du Ministère du travail et de l'aide sociale des statistiques concernant l'emploi des femmes dont il ressort qu'un emploi approprié a été trouvé pour 18 381 femmes, dont 739 réfugiées, que 1 669 femmes, dont 266 réfugiées, ont été engagées dans le secteur public et que des allocations chômage ont été versées à 7 998 personnes, dont 4 049 réfugiés. Sur les 649 femmes ayant bénéficié de stages de formation professionnelle organisés par le Service de l'emploi, 425 étaient des personnes réfugiées et déplacées. Quatre-vingt trois pour cent d'entre elles ont obtenu un emploi à l'issue de ces stages. Les bureaux du Service de l'emploi ont accordé le statut de chômeur à 3 701 femmes, dont 3 027 réfugiées, et 607 femmes, dont 148 réfugiées, ont obtenu un emploi sur la base de quotas.

Par ailleurs, la stratégie nationale en matière d'emploi pour 2006-2015 prévoit d'autres mesures en faveur de l'emploi des femmes.

#### **Protocole facultatif**

**24. Veuillez décrire les mesures prises pour faire connaître le Protocole facultatif, qui a été ratifié par l'Azerbaïdjan le 1<sup>er</sup> juin 2001, et pour en encourager l'application.**

Ces dernières années, le Gouvernement azerbaïdjanais a pris des mesures pour mieux faire connaître la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mais ce n'est que récemment qu'il a commencé, avec l'aide de l'UNIFEM, à diffuser des informations concernant le Protocole facultatif à la Convention. Ainsi, l'UNIFEM a élaboré des modules d'information sur les liens entre la Convention et la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Ces modules, qui traitent également du Protocole facultatif, ont été diffusés dans plusieurs régions du pays dans le cadre de projets pilotes qui ont permis d'informer la population de ces régions et en particulier le personnel des services de répression au sujet de la Convention et du Protocole facultatif. L'UNIFEM travaille actuellement à l'amélioration de ces modules et compte mener à bien cette activité d'ici la fin de 2006. Le projet couvrira alors l'ensemble du pays.